

COURRIER DU LECTEUR

- « J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre article sur le 150^{ème} anniversaire du rattachement de la Savoie à la France. J'ai trouvé des informations qui me manquaient sur l'ancien département du Léman auquel étaient rattachés le Pays de Gex, le Chablais et le Faucigny. A ce titre, on comprend mieux les tentatives genevoises de rattachement du Chablais et du Faucigny, en 1860, par voie de pétitions, suivies d'un référendum. Celui-ci aurait-il été positif ? On peut en douter, en raison de l'influence du clergé savoyard sur la population. 150 ans plus tard, les choses ont-elles changé et que pensez-vous de cette motion déposée au Conseil national par Dominique Baettig, représentant (UDC) du Jura, qui propose « la libre adhésion à la Confédération des régions limitrophes d'Italie, de France et d'Allemagne » ?

J. D. R.
2300-La CHAUX-de-FONDS

NDLR-La motion Baettig ne relève pas seulement du canular. Certes, on ne va pas convoquer un nouveau Congrès de Vienne. Mais elle s'appuie implicitement sur des considérations économiques, le poids du travail frontalier dans les régions limitrophes de l'Arc jurassien et, plus encore, en Haute-Savoie et dans l'Ain qui envoient près de 60'000 frontaliers à Genève. Tout individu est un lieu d'adhésions multiples, mais le lien professionnel, cad l'emploi et le revenu comptent pour beaucoup et l'ampleur du travail frontalier, durable au point de devenir pérenne, ne peut que relativiser le rapport des individus avec l'Etat de résidence, au risque, pour le moins, d'une dépolitisation de ces populations. Il y a là une situation qui n'a jamais été bien perçue et mesurée à Paris, tant prévaut une priorité (donner du travail) et une indifférence : savoir d'où il vient.

Ce superbe désintérêt devrait être corrigé par la relecture du discours fameux de Barnave, le Girondin, plaidant pour le Tiers-Etat, et déclarant avec force: « Ceux qui ont la puissance veulent le pouvoir ». Or, ceux qui ont la puissance dans les régions frontalières françaises, ce sont les entreprises des pays voisins qui font vivre des milliers de salariés français. Alors, prudence! A toujours abandonner la puissance, on pourrait voir le pouvoir hésiter...

-« *RSHD* a beaucoup communiqué sur Consolation (*RSHD*-N°146,149...) et son avenir incertain, malgré le poids de son histoire et l'exemplarité de son patrimoine. Sa dévolution, après dépôt de bilan, à une association qui n'a rien de commun avec la tradition des lieux, ne peut que jeter le trouble».

A M
21110-GENLIS

NDLR-« Trouble » est un euphémisme. C'est la consternation qui règne chez tous les fervents de Consolation. Mais s'il fallait s'en tenir à un épilogue définitif de cette malheureuse opération, ce serait pour relever, avec d'infinies précautions, la faible capacité de l'Eglise locale à gérer le temporel, sans doute, parce que les oiseaux du ciel ne sèment ni ne moissonnent. Aujourd'hui, c'est Consolation livré, après une gestion calamiteuse, comme hier, il y a plus d'un demi siècle, le diocèse et son archevêque étaient secoués par une crise retentissante, à la limite du pénal : la déconfiture du quotidien *Les Nouvelles*, notoirement lancé, financé, animé par le

diocèse. On sait la suite: une catastrophe. Les années ont passé, mais la myopie des affaires est restée.

-« Que pensez-vous des 9 500 € de Christine Boutin ? »

M D
25000-BESANCON

NDLR-Pas que du bien, car c'est la deuxième fois que M^{me} Boutin, Jeanne d'Arc de la catholicité française, est prise la main dans le sac. Il y a peu, c'était son premier collaborateur, épinglé par *Le Canard* pour occuper et sous-louer un appartement sous-tarifé, accordé par la mairie de Paris, avant 2002. Aujourd'hui, c'est M^{me} Boutin qui se fait rémunérer au-delà de toute décence. Voilà qui fait beaucoup et toujours dans la même veine, celle des profiteurs : on s'arrange pour ne pas payer de loyer ou si peu; on se fait grassement rémunérer pour un rapport Volapük. La droite vient d'en payer le prix, avec la perte du siège de Ch. Boutin dans les Yvelines, pourtant bien ancré à droite. Mais il y a une chose sûre, c'est que le socialiste René Teulade, pris lui aussi, la main dans le sac, ne rendra pas son siège de sénateur à la droite dans une Corrèze, entièrement passée et à nouveau déjà solidement ancrée à gauche, après la parenthèse Chirac.

-« Ne dites pas que la gare de Pontarlier vit ses dernières heures. C'est déjà fait. Elle est morte, par le néant de ses circulations, la disparition du fret, le vide sidéral de ses installations... et de l'information pour les malheureux usagers et toujours pas clients, qui s'y perdent.

Lundi 12 juillet, partie de Paris à 12 h 58, j'étais attendue à 16 h 09 en gare de Pontarlier. Le TGV arrivait à Frasné avec 45 minutes de retard, mais la navette quittait Frasné à l'heure pour arriver copieusement vide, à la grande joie du Conseil régional qui couvre 80% du coût. A Pontarlier, aucune information, pas une cabine téléphonique, un employé à la distribution des billets, avec une dizaine de clients, résignés, regard perdu dans le vague, en route pour un autre monde. Poste voisine, pas de téléphone, syndicat d'initiative : encore moins. Faudra-t-il aller téléphoner en Suisse où les cabines sont partout ?

Les choses vont-elles mieux sur l'autre ligne du Haut-Doubs, Besançon-Morteau? Là, c'est plus simple : il n'y a plus de transport ferroviaire pour cause de travaux... réalisés de jour, faute pour RFF de payer plus cher pour des travaux de nuit.

En ce 5 juillet, à Valdahon, pas de vente de billets au distributeur automatique. Le conducteur du car de remplacement somme le voyageur de prendre un billet au guichet... désert. Il y va, le car démarre et « l'usager », véloce, le rattrape en courant.

Le Haut-Doubs vit-il bien au XXI^{ème} siècle ou à l'ère Daumier ?

A. C.
75005-PARIS

NDLR : il y a des causes perdues...